

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1409>

# **D  claration du LKP apr  s la visite de N. Sarkozy en Guadeloupe**

- Dossier sp  cial LKP - Expressions -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 9 janvier 2011

Mis    jour le : mardi 11 janvier 2011

---

**UGTG.org**

---



### DECLARATION DU LKP APRES LA VISITE DE NICOLAS SARKOZY EN GUADELOUPE.

** « Quand on ment, il n euros"y a pas de confiance   »**

Dimanche 9 Janvier, jour de carnaval, Nicolas Sarkozy présente ses vœux aux colonies depuis la Guadeloupe. Le pays est sous haute surveillance militaire, les lieux sont aseptisés ; les invités sont triés sur le volet ; aucune fausse note ne doit venir ternir ce triomphe. Même les drapeaux des  « **mouvman kiltir l  euros" mas a po  ** » (associations qui défendent la culture et l euros"identité guadeloup ennes) sont arrachés par la police. La veille, un salarié vêtu d euros"un tee-shirt portant le logo de l euros"UGTG (Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe) a même été refoulé de l euros"aeroporto. Un autre arborant un tee-shirt   l euros"effigie du Che a connu le même sort pour  « port de tee-shirt non républicain   » sans doute. Nicolas Sarkozy déclarait lors des vœux aux forces vives qu euros"il respectait les syndicalistes et leurs convictions. C euros"est peut être le cas en France mais visiblement pas dans les colonies.

L euros"association des cuisinières est réquisitionnée, comme   l euros"accoutumée, pour donner l euros"illusion d euros"un accueil populaire.

Tout doit être propre pour masquer la réalité d euros"une Guadeloupe gangrénée par la misère et le chômage, la corruption,  « l euros"aplaventrisme   », la médiocrité et la lâcheté mais cacher surtout la lutte d euros"un Peuple, jour après jour contre le mépris, le racisme et l euros"exploitation. **Tout va bien Mme la Marquise** , mais la réalité est là et bien là .

En décembre 2008, les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe se soulevaient contre l euros"injustice, le mépris et la misère pour exiger l euros"instauration de nouveaux rapports sociaux, pour une société plus juste et plus équitable d euros"un barrass  de la **pwofitasyon**.

Devant une salle acquise   sa cause, nourrie par des salves d euros"applaudissements savamment organisées, il n euros"aura jamais prononcé de vœux mais un discours de propagande politique. Il réclama même la marseillaise   la fin son intervention. Nous aurons tous compris que la visite de Nicolas Sarkozy en Guadeloupe (accompagné de Jean-françois Copé, patron de l euros"UMP) visait principalement cinq objectifs :

## Déclaration du LKP après la visite de N. Sarkozy en Guadeloupe

- [-] Tenter une nouvelle fois d'imposer politiquement Mme Marie Luce Penchard qui a échoué dans toutes ses tentatives électorales ;
- [-] Tenter de reconforter une classe politique locale aux abois, totalement discrédité aux yeux des Guadeloupéens tout en mettant en exergue leur bêtise et leur irresponsabilité dans la gestion quotidienne du pays sous, là encore, des salves d'applaudissement - à ne rien y comprendre.
- [-] Tenter de procurer une nouvelle virginité à la droite guadeloupéenne d'écimose et espérer un apport de voix pour l'élection présidentielle de 2012 ;
- [-] Réaffirmer que la Guadeloupe est une colonie française et qu'elle le restera tant qu'il sera président et par la même, renforcer la mainmise de l'État colonial sur le Peuple de Guadeloupe y compris les élus ;
- [-] Menacer, une fois de plus, cette « minorité » (100 000 personnes dans les rues) de Travailleurs, le valeureux Peuple de Guadeloupe, toutes celles et tous ceux qui luttent contre la profitation, qui luttent pour le respect et la dignité *jantiman* (contrairement à ce qui se passe en France).

Nicolas Sarkozy a même poussé le mépris jusqu'à demander aux Guadeloupéens de cesser enfin de digérer leur histoire », avant de nous piquer au passage quelques unes de nos revendications relatives à la défense de la langue créole, à la défense de notre culture, de notre identité et relatives à la priorité d'emplois aux Guadeloupéens (**revendications pour lesquelles nous étions traités de communautaristes, de xénophobes et de racistes**).

**Incapable de régler les problèmes de la France, Nicolas Sarkozy aura vainement tenté de nous faire croire qu'il était là pour nous aider à régler les nôtres ; alors que la politique menée en Guadeloupe par l'État français est la principale source de tous nos maux.**

La Guadeloupe demeure donc une colonie de la France, territoire qui lui assure, avec ses autres possessions de par le monde, sa puissance économique, son rayonnement et son autorité vis à vis des autres nations.

Le développement économique institué ici, basé sur l'import/distribution, la défiscalisation, les services, le commerce et l'industrie du plaisir exclut les producteurs réels, entretient le chômage, l'individualisme, les inégalités sociales, la magouille, la corruption et garantit aux rentiers économiques et politiques, la pérennité de leur profitation.

**L'illettrisme, l'échec scolaire et le racisme à l'embauche qui tuent notre jeunesse sont inhérents à ce système.** Le droit pour tout Guadeloupéen de travailler dans son pays est pourtant un droit inaliénable tout comme le droit pour le Peuple Guadeloupéen de disposer de lui-même.

Les formes institutionnelles et/ou statutaires décidées par l'État français n'ont pas pour objectif d'améliorer le sort des Guadeloupéens, ni de s'opposer à la profitation mais sont destinées à mettre en conformité l'organisation territoriale de la France avec celle de l'Europe et à préserver l'empire colonial français. La forme dans les colonies servant alors de « brouillons » afin de préparer sa mise en œuvre en France pour 2014.

Au passage, Nicolas Sarkozy n'aura pas manqué l'occasion de rappeler le respect de la constitution française notamment aux élus qui lui avaient demandé 18 mois pour élaborer un projet qui n'aura jamais vu le jour.

**En annonçant l'année 2011, année des outre mers, nous nous situons bien dans la droite ligne des expositions coloniales et du fameux discours de Dakar. Il s'agit en fait de « exhiber » la**

grandeur de l'empire colonial et les bienfaits de la colonisation, véritable viol camouflé en mariage forcé.

L'indigène n'est pas un être conscient ni équilibré et doit donc être éduqué, formaté par la mère patrie pour en faire un homme. C'est le sens même de « la mission civilisatrice de la France » justifiant l'esclavage, la traite négrière, la colonisation, le pillage de l'Afrique, etc.

Toutes ces mesures et annonces (états généraux, comité interministériel de l'outre-mer, année des outre-mers, etc.) ne sont que de la poudre aux yeux pour poursuivre l'aliénation et l'asservissement du Peuple Guadeloupéen ; donc notre disparition pure et simple.

En vérité, l'éducation, la formation, l'insertion, l'emploi, la santé, le développement économique et social, le transport, la gestion de l'eau, l'aménagement du territoire, l'environnement, etc. ne sont pas la priorité des autorités. Seule compte la disparition du LKP et de toute contestation ; pour une paix sociale artificielle retrouvée.

La mort de cinq personnes durant les dernières pluies est révélatrice de la situation qui prévaut en Guadeloupe. Malgré l'annonce faite par la météo, malgré la montée visible des eaux, aucune mesure spécifique de prévention et d'alerte (fermeture anticipée des écoles, déviation, fermeture de routes, etc.) n'a été mise en œuvre par la préfecture laissant ainsi des milliers de personnes se « débrouiller » elles-mêmes face aux pluies diluviennes ; et en définitive les rendant responsables de leur sort et de leur propre mort (comme l'a affirmé ce mercredi 5 janvier le préfet).

Un tel drame résultant de l'incurie et de la carence des autorités aurait immédiatement entraîné la mise en œuvre d'une commission d'enquête et un rappel à l'ordre voire la révocation du préfet fautif. Mais nous sommes en Guadeloupe et sous les cocotiers ! D'ailleurs, un récent rapport a classé la préfecture de Guadeloupe bonne dernière en termes de performance administrative.

Depuis notre fièvre et large mobilisation de janvier, février mars 2009, nos dizaines d'heures de négociation et de confrontation avec les **pwofitan**, nous avons définitivement compris qu'il nous était possible de construire un autre pays, une autre société ; qu'il nous était possible de penser à notre développement économique, social et culturel selon nos propres ressources, avec la complicité de nos cadres et le dynamisme de notre jeunesse ; que notre culture constitue un liant fondateur avec lequel l'homme et la femme de Guadeloupe peuvent évoluer sans complexes.

Cette Guadeloupe nouvelle est aujourd'hui en mouvement. Nous n'avons plus peur de l'autre. Travailleurs et Peuple de Guadeloupe savent dorénavant qu'ils peuvent se lever, dénoncer, réclamer et s'opposer **kont tout pwofitasyon**.

Nous disposons d'une vision plus claire de ce qu'il convient de faire, d'y travailler et de construire pour que nous cessions d'être des colonisés, des assimilés, des dominiens, des ultramarins, des rupiens, des ultrapériphériques et ce, même si aujourd'hui encore nous nous interrogeons sur les voies et moyens pour y parvenir.

Aussi, après les deux jours de mobilisation des 14 et 15 décembre et l'allocation de Nicolas Sarkozy :

[ - ] Le LKP prend bien acte du refus de l'Etat français de respecter ses engagements relatifs à

## Déclaration du LKP après la visite de N. Sarkozy en Guadeloupe

---

l'application pleine et entière des Accords du 26 février 2009 (Bino) et du 04 mars 2009.

En refusant cyniquement tout dialogue, l'Etat français affirme ainsi qu'il ne négocie que dans le cadre du rapport de forces et qu'autre part confirme son soutien indéfectible au système de profitation que ses politiques successives ont engendré.

**Une telle attitude ne peut que nous rappeler qu'un Etat colonial, en occurrence l'Etat français, dispose de quatre points d'appui : l'aliénation, la dépendance économique, la soumission de la classe politique locale et la répression des opposants politiques, des avocats, des journalistes et des syndicalistes pour asseoir sa domination.**

[...] Le LKP prend surtout acte du renforcement de la détermination des Travailleurs, de leurs organisations et du Peuple de Guadeloupe pour le respect de leurs droits fondamentaux et la poursuite de la lutte.

**Par le refus de la discussion, par le mépris constamment affirmé pour les légitimes préoccupations des larges masses, l'Etat colonial ne peut provoquer que colère, révolte et la poursuite de la fièvre et large mobilisation populaire.**

En conséquence, le LKP, les organisations qui la composent, les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe s'organisent et se placent résolument dans la perspective d'un nouveau mouvement, beaucoup plus ample qu'en janvier 2009 et qu'une portée décisive, mouvement renforcé par l'expérience acquise de nos deux années de lutte.

**IL S'AGIT POUR L'AUTORITE LKP DE CONSTRUIRE, D'ENGAGER ET DE DEVELOPPER "L'OPÉRATION CHOUKAJ A PROFITATION".**

**Pour le Collectif LIYANNAJ KONT PROFITATION**

**Elie DOMOTA**

Pointe-à-Pitre, le 09 Janvier 2011